

DEC 06/2013

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2012-2013

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 25 avril 2013

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 25 avril 2013

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Virement de crédits n° DEC 06/2013 - Section III - Commission - du
budget général 2013



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 17 avril 2013 (19.04)
(OR. en)**

8474/13

FIN 191

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: M. Janusz LEWANDOWSKI, Membre de la Commission européenne
Date de réception: 16 avril 2013
Destinataire: M. Brian HAYES, Président du Conseil de l'Union européenne

Objet: Virement de crédits n° DEC 06/2013 - Section III - Commission - du budget
général 2013

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC 06/2013.

p.j.: DEC 06/2013



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 15/04/2013

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2013
SECTION III - COMMISSION TITRES 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 06/2013

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence

CE	- 38 000 000
CP	- 12 000 000

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 02 Aide alimentaire

CE	38 000 000
CP	12 000 000

I. RENFORCEMENT

a) Intitulé de la ligne

23 02 02 - Aide alimentaire

b) Données chiffrées à la date du 25/03/2013

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	259 187 000	226 941 029
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	0	0
<hr/>		
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	259 187 000	226 941 029
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	209 000 000	67 734 738
<hr/>		
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	50 187 000	159 206 291
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	88 187 000	171 206 291
7. Renforcement proposé	38 000 000	12 000 000
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	14,66%	5,29%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26 §1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	12 693	114
2. Crédits disponibles à la date du 25/03/2013	10 201	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	19,63%	100,00%

d) Justification détaillée du renforcement

Au 15 mars 2013, le taux d'exécution global des crédits inscrits sur la ligne de l'aide alimentaire était de 80,6 % pour les engagements et de 26,6 % pour les paiements.

Ce taux d'exécution élevé est conforme à la stratégie opérationnelle et à la planification budgétaire de 2013 établie par la Commission et présentée au groupe de travail «Aide humanitaire et aide alimentaire» (COHAF) du Conseil. Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la Commission détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays et par région pour l'année à venir. S'agissant de l'exercice 2013, cette dotation budgétaire s'élève, en ce qui concerne la région du Sahel, à 12 millions d'EUR pour l'aide humanitaire et à 38 millions d'EUR pour l'aide alimentaire et, en ce qui concerne le Tchad, à 19 millions d'EUR pour l'aide humanitaire et à 4 millions d'EUR pour l'aide alimentaire. Conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, au moins 15 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial restent non alloués pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins.

En appliquant cette méthodologie, le montant non alloué (réserve opérationnelle) du budget initialement affecté à l'aide alimentaire a été fixé à l'origine à 50 millions d'EUR (soit quelque 19 % du montant annuel). Cette réserve opérationnelle doit être mise en relation avec la réserve opérationnelle inscrite sur la ligne de l'aide humanitaire, qui atteint à cette époque de l'année le niveau historiquement bas de 28 millions d'EUR.

Les dotations initiales au titre des HIP pour le Sahel et le Tchad, qui s'établissent respectivement à 50 millions d'EUR et à 23 millions d'EUR, sont manifestement insuffisantes pour répondre aux besoins grandissants. Un renforcement de 38 millions d'EUR est demandé, par prélèvement dans la réserve d'aide d'urgence, pour répondre aux besoins résultant de la crise alimentaire dans la région du Sahel (ainsi qu'au Tchad) et garantir une bonne capacité d'intervention à l'avenir.

Étant donné le niveau actuel des crédits de paiement encore disponibles sur la ligne de l'aide alimentaire, la Commission a limité sa demande à 12 millions d'EUR (soit environ un tiers du montant en engagements). Compte tenu de l'exécution et des possibilités de redéploiement plus tard dans l'année, il se peut que ce montant doive être complété ultérieurement.

La présente demande s'accompagne de deux autres demandes de virement (Mali et Syrie/réfugiés syriens) à partir de la réserve d'aide d'urgence, à la suite des modifications intervenues dans le règlement financier (article 29, paragraphe 2). La Commission présente ainsi une proposition séparée pour chaque action d'urgence.

Pour de plus amples informations sur la situation humanitaire dans la région du Sahel et l'utilisation des fonds, veuillez consulter l'annexe.

II. PRÉLÈVEMENT

a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 25/03/2013

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	264 115 000	80 000 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	0	0
<hr/>		
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	264 115 000	80 000 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
<hr/>		
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	264 115 000	80 000 000
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	n/a	n/a
7. Prélèvement proposé	38 000 000	12 000 000
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	14,39%	15,00%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26 § 1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 25/03/2013	0	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget. Cette réserve sert en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, pour la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel signé le 17 mai 2006).

SAHEL/CHAD

Key financial information	Sahel	Chad
Previous year: total amount in 2012	EUR 141.5 million	EUR 59 million
Amount in the World Wide Decision 2013	EUR 50 million	EUR 23 million
Additional (already approved) credits from the Operational Reserve from the 2013 Budget of which: Humanitarian Implementation Plan (revision) Emergency Decisions Additional credits from the Emergency Aid Reserve (EAR)		
Other EU Funding (Development cooperation, etc.)		EUR 34.05 million
Other donors (<i>source Financial Tracking Service (FTS) as of 06/03/2013</i>)	USD 59 527 617 (or EUR 45 777 139) (for EU Member States (MS) see details in the table at the end)	USD 38 746 708 (or EUR 29 558 904) (for EU MS see details in the table at the end)

Additional needs (as of 1 March 2013)	Sahel	Chad
Total needs	EUR 30 million	EUR 8 million
When are the credits needed	Now	Now
Breakdown by country (if applicable)	Not applicable	Not applicable
Financed from	EAR	EAR

Why do we need additional funding?

The EUR 50 million allocation to respond to food insecurity in the Sahel at the beginning of 2013 permitted the Commission to contribute to funding life-saving needs, like the treatment of acute malnutrition and associated diseases in children under five years of age and pregnant and lactating women. In the context of the continuing food and nutrition crisis in the Sahel, an estimated 10 million people are considered food insecure and over one million children are suffering from severe acute malnutrition.

Recent updated information now shows that the number of people at risk is growing rapidly. Initial hopes for a reasonable harvest and adequate food stocks in 2013 in the Sahel have proven to be too optimistic notably as a consequence of the damage from massive flooding in the food producing areas of Nigeria, which is a key producer in the region and an important source of supply to the markets of neighbouring countries. The resulting fall in production is already causing shortages and rapidly rising food prices across the region. Those are already over 30% above the five years average in Niger and in Burkina Faso. In Chad, they are higher now than the record high prices of December 2011, following the harvest failure of that year. Prices throughout the region are expected to rise further until at least the end of the "hungry period" in September 2013. This is of major concern as at least half of the population of the Sahel is dependent on market access to purchase cereals to maintain food security and survival. Many of these people are from the most vulnerable households with little access to land and very few economic assets. Their resilience has been badly damaged as a result of the crisis in 2012 and their dependency on scarce day labour opportunities to find the money to buy increasingly expensive food puts them at severe risk. Many households are already incurring debts and other negative coping mechanisms to survive, as shown by the recent Commission's field monitoring visits. They are entering the "hungry" period three to four months earlier than normal.

A recent survey in Burkina Faso showed that 40% of households are already highly in debt. These households do not have the capacity to maintain this as a coping mechanism. Without access to cash transfers from a seasonal social safety nets programme they will fall rapidly into severe crisis. Some governments of the region (Burkina Faso and Niger) have been proactive in preparing national response plans. Others, such as Chad, are falling behind. In some of these countries, humanitarian actors are preparing humanitarian response plans. A donor alert has been prepared by the Regional Food Security and Nutrition Working Group (RFSNWG) indicating the most urgent needs. This includes an appeal for USD 716.5 million in immediate additional humanitarian aid to support operations to increase food and nutrition security and stresses the need for urgent implementation to mitigate the risk of a serious food crisis as the "hungry period" starts. So far 5% of the total funding requirements (United Nations estimates) for the Sahel have been met as of 1 March 2013. It is expected that with the rapidly evolving situation and the deterioration of the socio-economic situation in many countries of the Sahel, the caseload of those in urgent need of humanitarian assistance will increase in the coming months.

The extent of food insecurity in northern Nigeria is of particular concern. Humanitarian agencies are working to establish the scale of the potential humanitarian caseload as a result of the crop losses due to flooding, but given the size of the population of northern Nigeria (over 60 million people) and their already high vulnerability and weakened resilience from last year crisis, this is expected to be massive. Global Acute Malnutrition rates are already over the alert threshold in many regions.

In Chad, based on the Commission's latest field monitoring visits, the number of people in need of food aid is estimated to reach or exceed one million beneficiaries, i.e. the double of the figure initially projected by the World Food Program (WFP) Protracted Relief and Recovery Operations. This figure is expected to be substantially revised following the results of the Emergency Food Security Assessment in March/April this year. The latest analyses, issued on 6 March 2013, indicate that 5 Sahel regions of Chad have severe acute malnutrition rates that are greater than or equal to the emergency threshold (15%). The causes of malnutrition are numerous, and not only linked to food production. The number of severely malnourished children targeted by United Nations Children's Fund (UNICEF) for nutritional care in Chad in 2013 has been revised upwards, from 126 000 to 150 000 children under 5, following projections based on the latest 2012 statistics.

What for?

The additional funding will help address additional needs in terms of emergency food assistance operations and provide funds for early pilot operations to strengthen resilience and improve the coping capacity of the most vulnerable households. Cash transfers will be the main instrument as they encourage household self-sufficiency and provide reassurance to farmers and small traders that there is liquidity at local level to purchase food, including highly nutritious food items. This helps to maintain commercial pipelines to smaller markets and maintain price stability by multiplying the commercial sources of food and support local value chains. However, the response will be tailored to the specific context and other response mechanisms, such as targeted food assistance and supplementary feeding of children under five, will also be considered when required.

In Niger and to some extent in Burkina Faso and Nigeria, the humanitarian food assistance will be designed with the additional objective of supporting the creation of the predictable and sustainable social safety net programmes that are urgently needed in the region to address the chronic food insecurity of the poorest sections of the population. Special attention will also be given to reinforcing the humanitarian response capacity in countries of Sahel where this is considered to be too weak.

In Chad, some of the funds will be used by WFP to cover 50% of the needs of 425 000 beneficiaries with half rations for four months, starting in June 2013. If the funds can be pledged in time, they will enable WFP to mobilise supplementary resources to procure and deliver aid in a timely manner (as in Chad delivery time takes four months).

The UNICEF operation in Chad, which has been scaled up, is currently only 11% funded. Some of the amount requested will strengthen UNICEF's contribution, notably to guarantee the continuation of the care of 150 000 malnourished children and ensure the ready-to use therapeutic foods' (RUTF) pipeline, which is only financed until April 2013.

Other Relevant Information

Actions funded in the context of this extension to the 2013 HIP for Sahel will play a very important role in proving the effectiveness of action to strengthen resilience in the Sahel and help to anchor resilience in local government development priorities in the Global Alliance for Resilience Initiative context.

EU Member States' contributions to the Sahel and Chad as indicated in the Commission's database Emergency and Disaster Response Information System (EDRIS) for 2012 (Sahel) and 2013 (Sahel and Chad)			
Donor	Commitments in EDRIS		
	Sahel		Chad
	Total 2012 (cash and in-kind)	Total 2013 (cash and in-kind)	Total 2013 (cash and in-kind)
Austria	EUR 1 900 000		
Belgium	EUR 750 000		
Czech Republic	EUR 77 948		
Denmark	EUR 5136 218		
Estonia	EUR 170 000		
Finland	EUR 6 375 000		
France	EUR 20 405 707		
Germany	EUR 29 419 479		EUR 1 000 000
Hungary	EUR 28 185		
Ireland	EUR 6 175 000		
Italy	EUR 2 015 500		
Luxembourg	EUR 6 015 430		
Malta	EUR 15000		
Netherlands	EUR 18 241 864		
Poland	EUR 120 668		
Romania	EUR 30 000		
Spain	EUR 9 623 328		
Sweden	EUR 23 969 863		
United Kingdom	EUR 26 845 158	EUR 24 675 213	EUR 2 150 000
Total Member States	EUR 157 314 348	EUR 24 675 213	EUR 3 150 000